

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

Annie JOLIVET, Centre d'Études de l'Emploi et du Travail (CEET) – Cnam et CRTD-Cnam, chercheuse associée à l'Ires

La poussée d'inflation déclenchée par les prix de l'énergie provoque un recul sans précédent des salaires réels. Des mesures essentiellement budgétaires compensent en partie la hausse du coût de l'énergie pour les ménages et les entreprises. Des dispositions plus structurelles se mettent en place : une réforme de la protection de l'emploi combinée à des accords interprofessionnels en faveur des transitions professionnelles ; des règles pour limiter l'accès des étrangers à un permis de travail.

The surge in inflation triggered by energy prices is causing an unprecedented fall in real wages. Rising energy prices for households and businesses are partially offset by mainly budgetary measures. Some more structural provisions are being put in place: a reform of employment protection combined with collective agreements promoting career transitions; rules limiting access to work permits for foreigners.

La Suède est l'un des pays dont la croissance a été la moins affectée par la crise du Covid-19 et qui a connu une reprise forte et rapide. L'augmentation des prix de l'énergie, avant même l'invasion de l'Ukraine, a déclenché une vague d'inflation par les coûts qui s'est diffusée à l'ensemble de l'économie suédoise en 2022. À court terme, les conséquences sur les salaires réels sont particulièrement fortes, d'autant que les accords collectifs ne seront renégociés pour la plupart qu'au printemps 2023.

Le gouvernement Andersson a donc proposé dès janvier 2022 une série de mesures pour réduire l'impact de la hausse du coût de l'énergie avec quatre cibles prioritaires : la réduction du coût des carburants pour les particuliers et les entreprises, une compensation de la facture d'électricité pour les ménages, une augmentation forfaitaire des allocations sociales pour les ménages les plus défavorisés, et des aides visant à réduire le coût des intrants pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Malgré l'alternance politique issue des élections législatives du 11 septembre 2022¹, la politique budgétaire du nouveau gouvernement conservateur semble sur ces points s'inscrire au moins en partie dans la continuité de celle du précédent gouvernement.

Par ailleurs, des discussions et négociations engagées bien avant la crise sanitaire ont finalement abouti à l'adoption de

nouvelles règles en matière de protection de l'emploi et de transitions professionnelles. Un projet de loi visant à restreindre les permis de travail pour les étrangers arrive fin novembre devant le Parlement.

La croissance se heurte au retour de l'inflation

Après une reprise rapide de la croissance et de l'emploi et une baisse du chômage, la vague inflationniste de 2022 crée un choc pour l'économie suédoise.

Une reprise économique rapide

Même si elle a adopté des mesures moins restrictives que ses voisins, la Suède a été affectée par la crise sanitaire. Le taux de croissance a diminué de 8 % au 2^e trimestre 2020 et de 3 % sur l'ensemble de l'année. La reprise s'est amorcée dès le 3^e trimestre 2020, même si elle a été amoindrie par deux fortes vagues de contamination entre octobre 2020 et mai 2021. Le gouvernement est fortement intervenu pour en limiter les conséquences économiques, principalement par des mesures de soutien aux entreprises (dispositif d'aide à l'activité partielle) et aux collectivités territoriales (dépenses de santé)².

Entre le 4^e trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2021, l'emploi a reculé de 0,6 %, comme en France (Medlingsinstitutet, 2021a:65). Le dispositif d'activité partielle entré en vigueur en mars 2020 a limité les

1. La coalition des trois partis de la droite suédoise (Modérés, Chrétiens-Démocrates et Libéraux) et le parti d'extrême droite (Démocrates de Suède) obtiennent la majorité avec 176 sièges, contre 173 pour les Sociaux-Démocrates et leurs partis alliés. Les Démocrates de Suède atteignent la seconde place en nombre de voix. L'accord de gouvernement, dit « accord de Tidö », annoncé le 14 octobre 2022 entre ces quatre partis permet la constitution d'un gouvernement conservateur dirigé par Ulf Kristersson, chef des Modérés, sans les Démocrates de Suède mais avec leur soutien au Parlement.

2. Le coût pour les finances publiques en 2020 et 2021 s'élève à 8,5 % du PIB (OCDE, 2021). Le déficit public atteint 1,9 % et la dette publique 40 % du PIB, dépassant le seuil des 35 % fixé pour les finances publiques. Ce niveau de dette publique est l'un des plus faibles de l'Union européenne (Medlingsinstitutet, 2021a).

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

licenciements³. La baisse de l'emploi est surtout due à une réduction des nouvelles embauches et au non-renouvellement des emplois occasionnels. Le nombre d'emplois vacants a atteint un très faible niveau en 2020. Le chômage, déjà en hausse avant la crise sanitaire, a augmenté rapidement au cours de l'année 2020, en particulier pour les jeunes et les personnes nées à l'étranger. Entre le 4^e trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2021, le nombre de chômeurs a progressé de 28 % au total et de 79 % pour les chômeurs de longue durée (*ibid.*). La Suède est l'un des pays où ces hausses ont été les plus fortes. En juillet 2021, le chômage atteint le pic de 9,2 % de la population active, soit 480 000 chômeurs inscrits (*ibid.*).

En 2021, le taux de croissance bondit à 5,1 % en moyenne annuelle, soit la hausse la plus élevée des cinq pays nordiques. L'emploi augmente à nouveau (+0,9 %), et beaucoup plus fortement en 2022 (+3 %). La baisse du nombre de chômeurs permet de revenir au niveau de 2019, mais elle concerne surtout les chômeurs les plus récents. Le nombre de chômeurs de longue durée reste supérieur à son niveau d'avant la pandémie, et celui de très longue durée a fortement augmenté (*Arbetsförmedlingen, 2021*). Avec la reprise économique, le nombre d'emplois vacants est très élevé dès l'automne 2021 et augmente encore en 2022 avec la montée en flèche des nouveaux emplois offerts (près de 180 000 en mai 2022 contre environ 70 000 à leur plus bas niveau à l'été 2020). Les difficultés de recrutement qui existaient avant la crise réapparaissent et s'y ajoutent les difficultés de recrutement dans les secteurs affectés par la crise, dont

une partie des salariés ont cherché des emplois ailleurs au moment de la crise ou depuis. Parmi les emplois les plus touchés par le décalage entre offre et demande, on retrouve notamment les emplois d'infirmières, d'aide-soignantes, de soins et d'aide à domicile ; les emplois dans la vente et le commerce. Les pénuries sont aussi présentes dans des professions peu attractives en raison de leurs conditions de travail et d'emploi (dans la construction et la restauration par exemple) et des professions dont le nombre de nouveaux diplômés est insuffisant (développeurs de logiciels et de systèmes, métiers très pointus dans l'industrie par exemple)⁴.

Le retour de l'inflation

Après avoir atteint des niveaux élevés au début des années 1990, l'inflation s'était maintenue à un faible niveau durant les trente dernières années. La crise sanitaire fait apparaître des déséquilibres liés aux difficultés de production dans un contexte de diffusion de la pandémie, de restrictions partielles d'activité et de difficultés d'approvisionnement. La tendance à la hausse du niveau général des prix s'amorce dès le 1^{er} trimestre 2021 et s'accélère au 1^{er} trimestre 2022 (graphique 1). En glissement annuel, le taux d'inflation passe de 1,9 à 3,9 % entre le 1^{er} et le 4^e trimestre 2021. Il atteint 6,4 % en avril 2022 puis 7,2 % en mai et 9,8 % en août. En octobre, il se situe à 9,3 %.

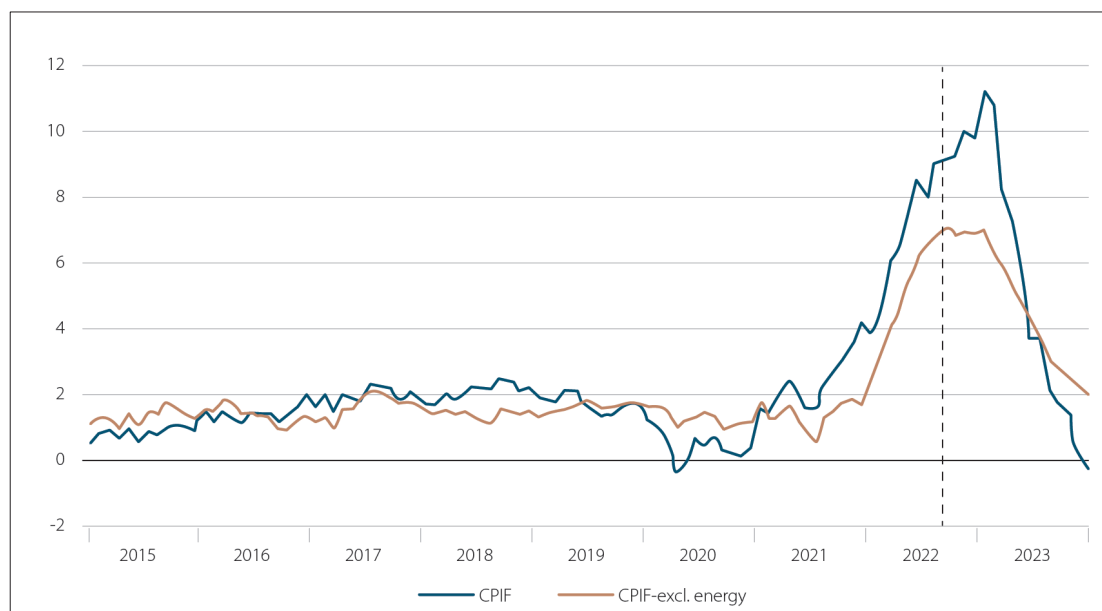
L'évolution de l'indicateur hors prix de l'énergie (CPIF-excl. energy) montre que la hausse des prix de l'énergie a joué un rôle

3. Le nombre d'heures travaillées diminue de 3,8 % en 2020 (*Konjunkturinstitutet, 2022:19*).

4. Selon les informations fournies mensuellement par *Arbetsförmedlingen*, l'Agence pour l'emploi, sur les nouveaux emplois vacants et par *Migrationsverket*, l'Agence des migrations, sur les emplois en tension.

Graphique 1 - Évolution du taux d'inflation* (2015-2023)

En %



* En glissement annuel, valeur par mois ; 2022 et 2023 sont des prévisions.

Note : le CPIF exclut l'évolution des taux d'intérêt. C'est la cible d'inflation retenue par la Banque centrale suédoise (Riksbank). Le CPIF-excl. energy exclut les produits énergétiques (carburants, électricité, gaz notamment).

Source : Konjunkturinstitutet (2022:5).

déclencheur au 2^e semestre 2021, mais les prix des autres produits ont ensuite pris le relais. Le taux d'inflation hors énergie passe en glissement annuel de 4,5 % en avril à 5,4 % en mai 2022 en raison principalement de la hausse des prix alimentaires (viande, lait, fromage et œufs). En avril 2022, la hausse du prix de l'électricité atteint 32 % et celle des carburants 45 %. En octobre, les hausses des prix de l'alimentation et du coût du logement contribuent très fortement à l'augmentation des prix (tableau 1).

Fin mai, la Banque centrale (Riksbank) alerte sur la situation financière des ménages, dont le niveau d'endettement immobilier est élevé. Les tensions sont fortes sur le marché du logement, surtout sur le marché locatif. Les prix des logements

ont fortement augmenté pendant la pandémie (OECD, 2021).

Le choc inflationniste affecte la croissance : au 1^{er} trimestre 2022, le PIB diminue de 0,8 %. Pour préparer le budget rectificatif dit de printemps, le gouvernement révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2022 à 1,9 % contre 3,1 % auparavant. Afin de modérer l'inflation, la Riksbank décide dès avril d'augmenter le taux d'intérêt directeur de 0,25 % début mai. Ce taux redevient positif, ce qu'il n'était plus depuis 2014. La trajectoire annoncée alors est d'amener ce taux à environ 2 % en 2025. Une nouvelle hausse intervient en juillet. Face au niveau d'inflation atteint en août 2022, la Banque centrale suédoise relève à nouveau son taux directeur de

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

Tableau 1 - Contributions au taux d'inflation par unité de besoin* en glissement annuel, octobre 2022

Catégorie	Variation annuelle, en %	Contribution à la variation annuelle du CPIF, points de pourcentage
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	17,2	2,4
Vêtements	6,9	0,2
Logement	8,3	2,0
Électricité et fuel domestique	25,6	1,0
Entretien courant de la maison	10,7	0,3
Ameublement et équipement ménager	11,9	0,8
Automobile	8,9	0,5
Carburants	32,7	0,9
Loisirs et culture	8,5	0,6
Restauration	8,9	0,5
Soins personnels	9,5	0,3

* La classification des fonctions de consommation des ménages (Classification of Individual Consumption by Purpose - COICOP) est une nomenclature internationale permettant de décomposer la consommation des ménages par catégorie de besoins.

Source : SCB.

1 point en septembre, puis fin novembre de 0,75 point (à 2,50 %). L'objectif reste de ramener l'inflation dans la cible des 2 %. Le relèvement du coût du crédit ralentit les transactions immobilières et les prix de l'immobilier amorcent une baisse.

Forte hausse des prix de l'électricité, malgré un mix énergétique favorable

Les choix faits par la Suède en faveur des énergies renouvelables et d'une plus grande indépendance vis-à-vis des énergies fossiles, et de la Russie en particulier, ont relativement

protégé les Suédois des augmentations des prix de l'énergie jusqu'en 2022.

En 2021, la production d'électricité provient à 60 % des énergies renouvelables (43 % de l'hydroélectricité, 17 % de l'énergie éolienne), à 31 % du nucléaire et à 9 % de l'énergie thermique⁵. L'énergie solaire n'apporte qu'une contribution très marginale sur l'année. Les énergies renouvelables sont cependant très dépendantes des conditions météorologiques et sont affectées par le changement climatique. Le niveau des lacs est en déficit au cours des dernières années. Les vents sont variables dans l'année et

5. Données du SCB, « Elproduktion och förbrukning i Sverige » (Production et consommation d'électricité en Suède), dernière mise à jour 9 novembre 2022, <https://bit.ly/3UoQ6r1>.

Encadré - Les prix de l'électricité différents selon les quatre régions tarifaires

En 2011, Svenska Kraftnät, l'opérateur public en charge du réseau, a divisé la Suède en quatre régions (Meyer, 2017 ; Březovská *et al.*, 2022). Il s'agissait d'anticiper une décision de la Commission européenne sur une plainte déposée par des producteurs d'électricité danois et d'inciter à un rééquilibrage entre production et consommation. Les prix plus élevés dans le sud devaient inciter à la construction de nouvelles unités productrices et les prix très faibles dans le nord pouvaient inciter des industries très consommatrices d'électricité à s'y localiser.

Les deux zones situées dans la moitié nord du pays (SE1 et SE2) ont structurellement un surplus d'électricité : elles produisent beaucoup pour une population peu nombreuse. Les deux zones situées dans le centre (SE3, avec Stockholm et Göteborg) et le sud (SE4 avec Malmö) concentrent en revanche 90 % de la population suédoise et consomment davantage qu'elles ne produisent. Or les capacités de transport vers le sud de l'électricité produite au nord sont limitées par un réseau vieillissant et sous-dimensionné. Les zones 3 et 4 sont donc davantage dépendantes d'importations en provenance des pays voisins et plus vulnérables à la volatilité des prix sur le marché de l'électricité, en particulier sur le marché NordPool¹. Les prix de l'électricité y sont en conséquence beaucoup plus élevés et varient plus fortement.

Ces différences régionales sont d'autant plus sensibles qu'une majorité de consommateurs a des contrats d'électricité à prix flexibles. En juillet 2022, la proportion de contrats flexibles va de 46 % en zone 1 à 56 % en zone 4 (où les prix sont les plus élevés et augmentent le plus)².

1. NordPool est la principale bourse de l'électricité en Europe, qui fonctionne sur la base d'enchères journalières et de marchés intrajournaliers dans 16 pays européens.

2. Distribution of agreements on various types of contracts, SCB, consulté le 19 septembre 2022.

plutôt faibles pendant l'hiver quand la consommation est la plus forte⁶.

Toutefois, l'offre totale d'énergie dépend encore beaucoup des énergies fossiles. En 2019, selon les statistiques de l'Agence internationale de l'énergie (Thalberg *in* Březovská *et al.*, 2022:20), elle provient à 21 % du pétrole, 3 % du gaz naturel et 3 % du charbon, 27 % des biofuels et des déchets, 6 % du solaire et de l'éolien, 13 % de l'hydro-

électricité et 27 % du nucléaire. Le pétrole est majoritairement utilisé dans les transports, où il représente 75 % de l'énergie utilisée.

L'invasion de l'Ukraine a renforcé des facteurs structurels qui jouaient déjà en faveur d'une hausse des prix de l'électricité à certaines périodes. Le 17 août 2022, le nouveau record des prix affichés sur Nordpool (avec 540,47 euros par MWh pour la zone 4 de Suède, pour seulement 4,90 euros pour

6. Une période d'absence totale de vent pendant l'hiver 2021 a fait bondir les prix.

la zone 17) a suscité une prise de parole de la Première ministre alors en exercice Magdalena Andersson.

La question de l'énergie s'est invitée dans la campagne des élections législatives du 11 septembre 2022 et a réactivé le débat sur le nucléaire. Les partis d'opposition reprochent au Parti social-démocrate (au gouvernement de 2014 à 2022) et au Parti de l'environnement (présent dans la coalition gouvernementale de 2014 à 2021) d'avoir accru la vulnérabilité énergétique du pays en accélérant la sortie du nucléaire, réduisant ainsi les capacités de production⁸. Toutefois, la Suède exporte de l'électricité régulièrement depuis 2010⁹ grâce à la mise en place de plusieurs câbles sous-marins : en direction de la Finlande, du Danemark et de la Pologne. Ces interconnexions des réseaux électriques s'inscrivent dans une coopération régionale des pays de la Baltique, qui vise également à limiter l'influence de la Russie (Meyer, 2017). Les arbitrages en faveur de l'exportation peuvent conduire à importer de l'électricité à des prix plus élevés en Suède, y compris en mobilisant des productions n'utilisant pas d'énergie renouvelable (Rudling, 2022).

Une baisse des salaires réels d'une ampleur inégalée

L'inflation a entraîné une baisse des salaires réels à partir de novembre 2021.

Les augmentations salariales prévues pour 2022 dépendent en effet des accords collectifs en vigueur. Or ceux-ci ont pour la plupart été conclus pour une durée de 27 à 36 mois à l'issue de négociations qui se sont déroulées en 2020 (sans aucune grève), en pleine crise sanitaire. L'augmentation salariale négociée a été le plus souvent de 5,4 % sur 29 mois, ce qui correspond en moyenne à un taux d'augmentation annuel de 2,2 % (Medlingsinstitutet, 2022:11). En 2020, ce taux n'a été que d'1,9 %.

Le décalage entre l'évolution très modérée des salaires et l'accélération de l'inflation se traduit par un décrochage important des salaires réels. Dans son analyse des perspectives économiques au printemps 2022, Landsorganisationen i Sverige (LO, Confédération des syndicats suédois) souligne l'ampleur du recul prévisible des salaires réels : « Il existe un risque imminent qu'en 2022 nous assistions à la plus forte baisse des salaires réels depuis plus de 30 ans. En 1991, les salaires réels avaient baissé de 3,7 % (le taux d'inflation était alors de 9,4 % et les salaires nominaux avaient augmenté de 5,7 %). En 1980, les salaires réels avaient baissé de 4,2 % (l'inflation était de 13,7 % et la croissance des salaires de 9,5 %). Il y avait eu ensuite trois années de réduction des salaires réels d'environ 2 % » (LO, 2022:38). Dans ses statistiques conjoncturelles de septembre 2022, Medleminstitutet, l'Institut de médiation en charge du suivi des négociations

7. Le lien <https://www.nordpoolgroup.com/en/maps/#/nordic> permet de générer des cartes rétrospectives indiquant les prix par zones.

8. Les centrales nucléaires sont situées dans le sud du pays (6 réacteurs sur 3 sites). Les centrales Ringhals 2 et 1 ont fermé fin 2019 et début 2021. Le 10 juin 2016, la plupart des partis d'opposition (Modérés, Parti du centre et Chrétiens-Démocrates) avaient signé avec le Parti social-démocrate et le Parti de l'environnement un accord-cadre transpartisan sur une sortie du nucléaire d'ici 2040. Cet accord n'était plus reconnu avant même les élections de septembre 2022, notamment par les Modérés qui souhaitent construire 10 réacteurs nucléaires.

9. Depuis 2010, la production est supérieure à la consommation totale d'énergie (Swedish Energy Agency, 2021).

et des accords collectifs, estime la hausse des salaires nominaux à 2,8 % en glissement annuel. En glissement depuis septembre 2021, la baisse des salaires réels est donc estimée à -6,9 %, et -8 % en tenant compte de l'impact des variations des taux de crédit (Medlingsintitutet, 2022). C'est une baisse d'une ampleur jamais atteinte.

Des mesures principalement budgétaires pour atténuer la hausse du coût de l'énergie

Le gouvernement Andersson a mis en place des mesures principalement budgétaires, dont quelques mesures fiscales, pour atténuer les conséquences de la hausse des prix des produits pétroliers et de l'électricité (tableau 2)¹⁰. Il s'agit, d'une part, de modérer la hausse du coût des consommations intermédiaires pour les entreprises et, d'autre part, de limiter la baisse du pouvoir d'achat pour les ménages. Ces mesures ont été décidées en trois temps : d'abord dans le budget de l'automne 2021 pour la période allant d'octobre 2021 à mars 2022 ; ensuite dans le cadre du budget de printemps 2022 ; enfin cet été, à l'approche des élections législatives et face à l'envolée du prix de l'électricité. Elles sont pour certaines rétroactives et/ou calculées sur la base de consommations antérieures ; d'autres sont ponctuelles ; d'autres enfin sont annoncées pour 2023 et peuvent dépendre de décisions d'autres autorités (instances européennes, régulateur de l'énergie).

Une compensation partielle de la hausse des prix de l'électricité

Dès le 12 janvier 2022, le gouvernement propose une compensation financière temporaire pour les ménages qui consomment beaucoup d'électricité, en raison de la hausse forte et inattendue des prix de l'électricité pendant l'hiver 2021-2022. Cette proposition est présentée dans le cadre d'un budget rectificatif extraordinaire au début du mois de février¹¹ et approuvée le 24 février par le Parlement. La compensation est versée en 2022 et s'applique rétroactivement à la consommation de décembre 2021 à février 2022. Elle est fixée par paliers en proportion de la consommation mensuelle, avec un plancher de 700 kilowattheure (kWh) et un plafond de 2000 kWh par mois (tableau 3). Les fonds versés par l'État sont gérés par Kammarkollegiet, une autorité publique rattachée au ministère des Finances. Cette autorité verse aux fournisseurs d'électricité le montant des sommes qu'ils règlent directement aux ménages et une compensation pour les frais administratifs engagés. Comme l'explique le ministre de l'Énergie, Khashayar Farmanbar : « Le gouvernement a eu deux priorités claires dans ce travail. L'une d'elles est que l'aide doit être versée à ceux qui ont des factures d'électricité élevées, aussi rapidement et facilement que possible. La seconde est d'élaborer une proposition qui offre une compensation substantielle à ceux qui ont été touchés par l'augmentation des prix de l'électricité, en particulier les personnes qui

10. Le recensement des mesures croise trois types de sources : 1) les recensements réalisés par l'Institut Bruegel (Sgaravatti *et al.*, 2022), par l'association AMO (Brezovská *et al.*, 2022) et par la Fondation de Dublin (Eurofound, 2022a et 2022b) ; 2) les communiqués de presse du gouvernement et des documents officiels produits à l'occasion de la présentation au Parlement des mesures envisagées ; 3) des éléments recueillis *via* la presse en anglais (*The Local* principalement) et en français (*Brèves nordiques* produites par l'Ambassade de France en Suède). L'une des difficultés est de situer ces mesures par rapport à des mesures plus anciennes qu'elles accentuent ou prolongent.

11. <https://bit.ly/3AZMN2H>.

Tableau 3 - Montant de la compensation selon la consommation mensuelle

Consommation par mois (kWh)	Aide par mois (SEK*)	
	Décembre 2021-février 2022 (toute la Suède)	Mars 2022 (zones 3 et 4)
400 - 699	-	100
700 - 899	100	200
900 - 999	200	
1 000 - 1 099	300	300
1 100 - 1 199	400	
1 200 - 1 299	500	400
1 300 - 1 399	700	
1 400 - 1 499	900	500
1 500 - 1 599	1 100	
1 600 - 1 699	1 300	600
1 700 - 1 799	1 500	700
1 800 - 1 899	1 700	800
1 900 - 1 999	1 900	900
2 000 et plus	2 000	1 000

* Au 15 septembre 2022, 100 couronnes suédoises (SEK) = 9,32 euros.

Sources : synthèse à partir du communiqué de presse, « Kompensation för höga elpriser », Finansdepartementet et Infrastrukturdepartementet, 21 janvier 2022 ; et des réponses aux questions « Frågor och svar elpriskompensation », Infrastrukturdepartementet, 16 mai 2022.

vivent dans des maisons et utilisent l'électricité pour se chauffer¹². »

Le choix d'une compensation financière est critiqué par les partis de l'opposition, qui jugent qu'une suppression de la taxe pendant deux mois aurait permis de réduire le coût de l'électricité pour tous les consommateurs. Ces partis critiquent également la réduction des capacités des centrales nucléaires, considérant qu'elle a un effet sur

les prix. Villaägarnas Riksförbund, l'association nationale des propriétaires immobiliers, critique le ciblage de la compensation qui porte sur la consommation plutôt que sur le prix, alors qu'une partie des ménages a choisi des contrats à prix fixe et n'est donc pas affectée par la hausse des prix. L'association des locataires, Hyresgästföreningen, relève elle que la compensation désavantage ceux qui ont fait en sorte de maintenir un bas niveau de consommation et surtout

12. « Kompensation för höga elpriser », Finansdepartementet et Infrastrukturdepartementet, Communiqué de presse, 21 janvier 2022.

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

qu'elle n'est pas versée aux locataires qui achètent l'électricité à leur propriétaire¹³.

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les prix du gaz et la demande d'électricité augmentent dans les pays proches de la Suède, principalement en Allemagne et en Pologne où l'approvisionnement en gaz russe a commencé à être réduit dans les mois précédant l'invasion. La hausse des prix de l'électricité est particulièrement forte dans le sud et le centre de la Suède. Le gouvernement maintient donc une compensation du prix de l'électricité pour le mois de mars mais seulement pour les zones 3 et 4 (voir tableau 3 et encadré). Le plafond de consommation pris en compte reste de 2 000 kWh, mais le plancher est abaissé à 400 kWh pour couvrir davantage de personnes. Le montant de la compensation de mars est comprise entre 100 et 1 000 couronnes par mois, un montant plus faible compte tenu des plus bas niveaux de consommation à cette période. La réforme devrait toucher environ 2 millions de ménages et son coût est estimé à un peu plus de 800 millions de couronnes suédoises.

Les prix de l'électricité devraient encore augmenter cet hiver. Ils pourraient doubler, avec là encore une hausse plus marquée dans le sud et le centre du pays¹⁴. Le 17 août 2022, alors que le prix sur le marché Nordpool a atteint un nouveau record à cause des faibles vents au nord de l'Europe, la Première ministre annonce avoir demandé à Svenska Kraftnät de partager avec les consommateurs et les entreprises le

surplus dû à l'augmentation des prix d'acheminement de l'électricité sur le réseau¹⁵. Le 27 octobre 2022, le nouveau gouvernement Kristersson annonce une nouvelle indemnisation, cette fois pour tous les usagers des zones 3 et 4, et pas seulement pour les ménages¹⁶. Cette indemnisation, directement déduite des factures, doit intervenir début 2023. Le régulateur de l'énergie EI, qui l'a validée, a imposé un plafond pour les très gros consommateurs¹⁷, ce qui pourrait retarder son application.

Un soutien spécifique à l'agriculture, la sylviculture et l'aquaculture

En raison de la hausse des prix du carburant et des intrants, le gouvernement met en place une aide spéciale de crise pour les secteurs de l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture dès février 2022. Ces secteurs sont à la fois sensibles en termes d'indépendance alimentaire, de répercussion sur les prix à la consommation et d'emplois. Les entreprises y sont en outre majoritairement de petite taille. Le 25 avril, un accord entre le gouvernement social-démocrate (minoritaire) et le Parti du centre permet le vote d'un nouveau plan de soutien.

Un paquet de mesures destinées à soutenir les entreprises agricoles est présenté le 14 février 2022 par le ministre des Finances Mikael Damberg et par la ministre des Affaires rurales Anna-Caren Säterberg. Mikael Damberg déclare : « Le gouvernement estime qu'il est nécessaire d'assumer

13. Pour tous ces éléments, voir <https://bit.ly/3Xl3jOB>.

14. « Electricity prices in Sweden expected to double this winter », *The Local*, July 25, 2022.

15. « Sweden to help consumers facing high electricity costs », *Energyworld*, August 18, 2022, <https://bit.ly/3UnY1ot>.

16. Le niveau serait de 46 euros par MWh en zone 3 et 72 euros par MWh en zone 4 (SER, 2022).

17. Le plafond est fixé à 3 millions de kWh.

la responsabilité du secteur dans cette situation difficile, et c'est pourquoi nous allons de l'avant avec un paquet de soutien d'1 milliard dans le budget de printemps¹⁸ ». Ces mesures ont pour objectif d'éviter la fermeture d'exploitations et/ou la réduction de la production alimentaire. Le gouvernement propose un soutien financier temporaire pour les secteurs du porc et de la volaille ainsi que les entreprises de serres, particulièrement touchés par les augmentations de coûts. Le gouvernement prévoit d'y allouer 300 millions de couronnes suédoises dans le budget du printemps 2022 (tableau 2).

Le gouvernement propose par ailleurs d'augmenter temporairement la réduction existante des taxes sur le dioxyde de carbone et sur l'énergie pour le diesel consommé par les machines et les bateaux dans les activités commerciales agricoles, forestières et aquacoles¹⁹. La réduction de la taxe est augmentée de 2 000 couronnes suédoises par mètre cube (soit 2 couronnes par litre), ce qui porte la réduction totale de la taxe sur l'énergie et le dioxyde de carbone à 3 930 couronnes par mètre cube du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 (soit 3,93 couronnes par litre, ce qui équivaut à presque 37 centimes d'euros).

Annoncée le 25 avril, une réduction supplémentaire, temporaire et rétroactive, est présentée en juin 2022 dans le cadre du budget rectificatif extraordinaire²⁰. Elle est portée à 2 262 couronnes suédoises par

mètre cube pour le diesel utilisé pendant la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 30 avril 2022. Pour cette période, une réduction de la taxe sur l'énergie de 2 478 couronnes par mètre cube est également accordée. Du 1^{er} mai au 30 juin 2022, la réduction de la taxe sur le dioxyde de carbone est ramenée à 2 292 couronnes par mètre cube et la réduction de la taxe sur l'énergie est de 1 061 couronnes par mètre cube.

Ces propositions entraînent des modifications de la loi sur la taxation de l'énergie. Elles devraient entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2022 et expirer à la fin du mois de juin 2023.

Une compensation partielle de la hausse des prix des carburants pour les particuliers

Annoncée le 14 mars, une réduction temporaire de la taxe sur le diesel et l'essence de 1,30 couronne est également appliquée du 1^{er} juin au 31 octobre 2022. En outre, la taxe énergétique sur l'essence et le diesel est définitivement réduite de 0,50 couronne par litre à partir du 1^{er} mai 2022. Le gouvernement envisage alors de réduire encore cette taxe de 0,12 couronne de juin à octobre 2022, jusqu'au niveau le plus bas permis par la directive de l'Union européenne sur l'énergie. Il demande également à la Commission européenne « une dérogation pour permettre la suppression de la taxe sur l'énergie pour l'essence et le

18. Finansdepartementet, Näringsdepartementet, « Stödpaket till lantbruksföretag i vårändringsbudgeten för 2022 », communiqué de presse, 14 février 2022, <https://bit.ly/3Hliaxv>.

19. « Une réduction de la taxe sur le CO2 pour le diesel utilisé dans les machines servant aux activités agricoles, sylvicoles et aquacoles a déjà été introduite en 2005 en vue de renforcer la compétitivité internationale de l'agriculture et de la sylviculture ». « Le montant de la réduction fiscale a varié au fil des ans et, depuis le 1^{er} janvier 2020, il est de 1 930 couronnes par mètre cube » (« Sänkt skatt på diesel inom jord-, skogs- och vattenbruk », Fi2022/00535, <https://bit.ly/3B1YXII>).

20. Finansdepartementet, « Extra ändringsbudget för 2022, retroaktivt sänkt skatt på diesel inom jord, skogs och vattenbruk », Prop. 2021/22:270, communiqué de presse, 17 juin 2022, <https://bit.ly/3FgLVcd>.

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

diesel pour une période initiale de trois mois²¹ ».

Le gouvernement avait par ailleurs proposé en mars une compensation spéciale et temporaire du coût du carburant pour les particuliers propriétaires de voitures (*drivmedelskompensation*). Toute personne qui possède au moins une voiture au 28 février 2022 recevrait 1 000 couronnes (environ 93 euros), et 500 couronnes supplémentaires si elle réside dans une zone rurale et/ou faiblement peuplée qui nécessite l'usage de la voiture et des trajets plus longs. Cette compensation serait versée quels que soient le nombre de véhicules ou le carburant utilisés, et quelle que soit la consommation. Cette proposition est rejetée le 21 juin par le Parlement. En ouvrant les débats, Åsa Westlund, social-démocrate, explique que les partis qui s'opposent à la compensation pour les propriétaires de voitures « préféreraient voir une réduction de la taxe sur les carburants en dessous du niveau de taxation minimum de l'UE²² ». La compensation forfaitaire proposée est jugée insuffisante et inadaptée. À l'occasion du vote de deux budgets rectificatifs supplémentaires pour 2022, dont celui qui inclut la proposition de compensation refusée, le Parlement a approuvé la proposition de la commission des finances d'une augmentation du financement des aides pour l'investissement dans l'efficacité énergétique et la rénovation des immeubles d'habitation.

La déduction fiscale pour frais de déplacements est remplacée par une réduction d'impôt simplifiée. Le montant de cette réduction est entièrement fondé sur la

distance entre le domicile et le lieu de travail et ne tient compte ni du moyen de transport, ni du coût du voyage²³. Environ 260 000 personnes supplémentaires devraient bénéficier de la réduction d'impôt. L'objectif est que cette nouvelle règle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Le gouvernement augmente également de 3,9 milliards de couronnes les fonds dédiés au bonus climatique (*klimatbonus*) pour l'achat d'un véhicule. Il s'agit de continuer à favoriser la conversion du parc automobile, en particulier pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, alors que les ventes de voitures bénéficiant de ce bonus sont en forte augmentation et que la majorité des véhicules achetés sont électriques. Une personne qui achète une voiture électrique bénéficie d'une aide financière de 70 000 couronnes.

Des versements supplémentaires pour des allocataires de minima sociaux

Les familles ayant des enfants qui perçoivent une allocation logement recevront une allocation supplémentaire temporaire de juillet à décembre 2022. Ce supplément mensuel s'élève à 25 % de l'allocation reçue habituellement et au maximum à 1 325 couronnes (environ 123 euros). Elle est versée automatiquement et n'est pas imposable.

Par ailleurs, le Parlement adopte en juin une augmentation des pensions garanties et de l'allocation logement à partir d'août 2022. L'augmentation de la pension garantie sera au maximum de 1 000 couronnes.

21. Finansdepartementet, « Ansökan om undantag från EU:s energiskattedirektiv », communiqué de presse, 6 mai 2022.

22. Procès-verbal du Riksdag 2021/22:135, mardi 21 juin 2022, <https://bit.ly/3VITPa8>.

23. Dans son projet de budget pour 2023, le nouveau gouvernement limite cette réduction aux véhicules thermiques.

Des négociations salariales en attente, de nouvelles règles pour le marché du travail

Les hausses de salaire restent dans l'attente de l'ouverture des négociations au printemps 2023. En revanche, des négociations et discussions entamées avant la crise sanitaire aboutissent en 2022 : des modifications sont apportées à la législation sur la protection de l'emploi et de nouvelles dispositions sont créées en faveur des transitions professionnelles. Par ailleurs, les propositions de durcissement de l'octroi des permis de travail pour les étrangers se matérialisent par un projet de loi présenté début septembre 2022.

Des hausses de salaire figées jusqu'aux prochaines négociations salariales

Malgré l'accélération de l'inflation, les augmentations de salaire restent régies par les accords signés pour tous les salariés couverts par ces accords (soit 90 % des salariés). La résiliation anticipée est une option prévue dans 80 % des accords dont la durée va de 27 à 36 mois, notamment dans l'industrie, mais il est rare que les parties utilisent cette possibilité. La compensation de la perte de pouvoir d'achat ne sera donc discutée que lors des prochaines négociations et la plupart des accords collectifs n'arriveront à échéance qu'au printemps 2023. En effet, la dernière grande vague de négociations, avec 557 accords signés (soit trois quarts des 744 enregistrés par Medlingsinstitutet (2021b) a eu lieu en 2020. En pleine pandémie, en raison des incertitudes économiques, les accords existants ont été

prorogés de sept mois jusqu'en octobre 2020. L'accord actuel dans l'industrie, qui sert de référence aux autres accords depuis 1997 et est négocié en premier, a été conclu en novembre 2020 et expire en mars 2023. Une trentaine d'accords à durée indéterminée (5 % des accords) ont été renégociés, principalement des accords signés par Ledarna (organisation syndicale pour les managers). La majorité des accords signés sont d'une durée de 29 mois environ. Les négociations en 2023 devraient donc concerner un très grand nombre de branches.

Si l'augmentation des salaires nominaux négociée reste inchangée pendant la durée de validité de l'accord, des augmentations individuelles de salaire peuvent être accordées par l'employeur en raison des compétences, du niveau de formation, de la rareté de la qualification d'un salarié. La plupart des accords collectifs prévoient une possibilité de réviser le salaire individuel au printemps. Medlingsinstitutet (2022) signale, avec prudence, que la « dérive salariale », c'est-à-dire l'augmentation de l'écart entre les salaires prévus et les salaires effectifs, a dépassé 1 % en juin. Cette dérive est cependant bien inférieure pour les emplois ouvriers du secteur privé et pour les emplois publics (communes, régions et État). Et elle est très loin de compenser la perte de pouvoir d'achat en 2022.

Réforme de la protection de l'emploi et nouvelles dispositions en faveur des transitions professionnelles

Cette réforme et ces dispositions sont l'aboutissement des négociations interprofessionnelles nationales engagées en 2019

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

à la demande du Premier ministre Stefan Löfven²⁴. Il s'agissait de mettre en place des règles plus flexibles du marché du travail, conformément au programme de coalition conclu avec le Parti du centre et les Libéraux. Les modifications apportées à la loi et le contenu des accords interprofessionnels conclus sont étroitement imbriqués. L'ensemble vise à faciliter des ajustements d'effectifs tout en assurant une sécurité de l'emploi et à encourager l'engagement dans des études ou formations longues en vue de reconversion, y compris des salariés en emploi, en particulier vers des emplois en développement²⁵ ou en pénurie.

Le gouvernement a présenté plusieurs modifications à la législation sur la protection de l'emploi, qui ont été votées par le Parlement (Riksdag) le 8 juin 2022²⁶. Ces modifications sont appliquées à partir du 1^{er} octobre 2022. Elles reprennent les points de l'accord de principe conclu en décembre 2020 entre Näringsliv, Confédération des entreprises suédoises et PTK, l'organisation qui regroupe 25 des principaux syndicats membres des confédérations SACO et TCO pour les négociations dans le secteur privé. La confédération LO n'a pas validé l'accord, mais ses deux principaux syndicats IF Metall (métallurgie) et Kommunal (syndicat des travailleurs des

collectivités locales) ont finalement signé le mémorandum²⁷.

L'employeur a désormais le droit de licencier jusqu'à trois salariés (au lieu de deux précédemment) sans respecter l'ordre de licenciement par ancienneté croissante et sans l'accord du syndicat, et ce, quelle que soit la taille de l'entreprise. En cas de contestation d'un licenciement, le salarié licencié n'est désormais plus maintenu dans son emploi et rémunéré par l'entreprise jusqu'à ce que l'affaire soit résolue. Il aura droit à un arriéré de salaire si sa demande de réintégration aboutit. Les salariés en contrat à durée déterminée voient la durée maximale de leur contrat passer de 24 à 12 mois mais ils bénéficieront désormais d'une priorité d'embauche sur les postes vacants après 9 mois de présence dans l'entreprise. Les employeurs seront également tenus de leur proposer un emploi à durée indéterminée après 24 mois sur le même site, ou de leur verser une rémunération équivalant à deux mois de salaire.

Deux accords collectifs nationaux ont également été conclus le 22 juin 2022 sur la sécurité, la transition et la protection de l'emploi²⁸ entre Näringsliv et LO pour l'un, PTK pour l'autre. Après validation par les organisations membres des confédérations,

24. A. Lefebvre, « Suède : une nouvelle étape vers une réforme du droit du licenciement », *Planet Labor*, 25 février 2021, n° 12380.

25. Judith Kirton-Darling, secrétaire générale de IndustriALL Europe, salue ces accords : « Le manque de compétences et la pénurie de main-d'œuvre sont le talon d'Achille du Green Deal européen. L'ampleur de la montée en compétence et de la requalification nécessaires pour répondre à nos ambitions climatiques et numériques équivaut à une révolution industrielle à part entière. Il faut l'anticiper et la gérer pour assurer des transitions en douceur pour les travailleurs et leurs communautés », « Sweden: Ground-breaking agreements on education support to enable a Just Transition », IndustriALL, July 11, 2022, <https://news.industriall-europe.eu/Article/766>.

26. N. Tran, « Suède : de nouvelles règles en matière de protection de l'emploi », *Planet Labor*, 14 juin 2022, n° 13096.

27. A. Lefebvre, *Planet Labor*, *op cit*.

28. « Nouveau cadre pour une transition numérique et verte juste en Suède », ETUC - Confédération européenne des syndicats, 11 juillet 2022, <https://bit.ly/3HIGDms> ; « Sweden: Ground-breaking agreements on education support to enable a Just Transition », IndustriALL, July 11, 2022, <https://news.industriall-europe.eu/Article/766> ; « Sweden: Labour market reform promotes skills, security, transition and employment protection », IndustriALL, July 2022, <https://bit.ly/3EU6lku>.

et combinés aux mesures votées par le Riksdag le 8 juin, ces accords permettront de favoriser le développement des compétences et donc la sécurité de l'emploi²⁹.

Les accords étendent le bénéfice des aides à la transition d'un emploi à un autre fournies par deux organisations à but non lucratif gérées par les partenaires sociaux (Trygghetsrådet – TRR pour les cols blancs et Trygghetsfonden – TSL pour les cols bleus³⁰). Ces aides seront désormais aussi accessibles aux salariés ayant des contrats à durée déterminée, aux salariés en emploi et aux salariés qui ne sont pas couverts par une convention collective³¹. Une nouvelle aide publique est créée pour les salariés qui ont travaillé au moins 8 ans au cours des 14 dernières années. Elle consiste en une subvention et un prêt. La subvention remplacera 80 % de la perte de rémunération jusqu'à un plafond d'environ 2 500 euros par mois, soit une aide maximum d'environ 2 000 euros par mois. Un prêt supplémentaire pourra être accordé jusqu'à environ 1 170 euros par mois. L'aide sera accordée pour une durée allant jusqu'à 44 semaines pour une formation à temps plein, avec la possibilité d'obtenir 22 semaines supplémentaires. La durée est allongée si la formation est à temps partiel. Une aide complémentaire est prévue dans l'accord principal pour des rémunérations supérieures au plafond de l'aide publique, pour la même durée : 80 % de la perte de rémunération mensuelle entre environ 2 500 euros et 3 000 euros, et 65 % entre 3 000 et 6 600 euros. Ces aides

ne se substituent pas au financement par les entreprises de la formation de leurs salariés, mais permettent aux salariés de choisir leur cursus.

Les accords comportent par ailleurs un certain nombre de dispositions tenant compte des évolutions de la loi sur la protection de l'emploi. Tout d'abord, « Les règles relatives aux cas où un employeur a le droit de licencier pour motif personnel sont clarifiées afin de rendre plus prévisibles, pour les employeurs comme pour les salariés, les conditions de ce licenciement, par exemple les mesures que l'employeur doit avoir prises avant que l'on puisse considérer qu'il existe des raisons objectives de licencier. En cas de litige entre l'employeur et le salarié concernant un licenciement, le salarié aura désormais droit à une protection financière par le biais d'une assurance collective complémentaire au Fonds d'assurance chômage, au lieu que ce soit l'employeur qui continue à payer le salaire dans l'attente du règlement du litige, comme c'est le cas aujourd'hui³². » Ensuite, les accords élargissent aux travailleurs intérimaires une nouvelle disposition de la loi sur la protection de l'emploi : ceux qui ont travaillé pendant au moins deux ans dans la même entreprise se voient proposer un emploi à durée indéterminée dans l'entreprise cliente ou une indemnité de deux mois de salaire. Enfin, en cas de réorganisation conduisant à proposer à un ou plusieurs salariés d'un même établissement, à fonctions égales, un niveau d'emploi inférieur, ces offres sont faites d'abord à ceux

29. Des accords similaires ont depuis été conclus dans le secteur public.

30. Créée en 1974, TRR est fondée sur un accord collectif entre Näringsliv et PTK et est financée par 35 000 entreprises affiliées à Näringsliv. Créée en 2004, TSL est issue d'un accord collectif entre Näringsliv et LO et couvre 80 000 employeurs.

31. L'État paiera une partie de la contribution due par les employeurs aux futures « organisations en charge de la transition enregistrées » que seront TRR et TSL.

32. IndustriALL, *op. cit.*

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

dont l'ancienneté est la plus faible. Les salariés qui acceptent ont droit à une période de conversion avec temps de travail et salaire inchangés, correspondant à la période de préavis, d'au maximum trois mois.

En outre, la directive européenne sur les conditions de travail transparentes et prévisibles est transposée dans le droit suédois le 29 juin 2022. Les employeurs devront informer plus rapidement et plus précisément les salariés sur les conditions de travail, notamment sur le lieu de travail, la fonction, la nature du contrat de travail, la durée du temps de travail, la rémunération, les modalités de résiliation du contrat. Cette obligation s'appliquera désormais aussi aux salariés dont les contrats durent moins de trois semaines.

Restriction de l'accès au permis de travail pour les étrangers malgré une pénurie de compétences

Les recrutements de travailleurs étrangers pourraient être encore plus limités. Il s'agit de faire en sorte que les emplois faiblement rémunérés soient occupés par des chômeurs déjà présents en Suède. En outre, le chômage touche plus fortement les personnes nées hors de Suède³³. La juge Anita Linder est nommée le 6 février 2022 par le gouvernement pour mener une enquête et étudier la mise en place de mesures d'« amélioration de la migration des travailleurs ». Le Parti social-démocrate souhaite remettre en place l'*arbetsmarknadsprövning*, supprimé en

2008, qui subordonne l'octroi d'un permis de travail à l'occupation d'un poste pour lequel il existe une pénurie nationale. La confirmation de l'existence d'une pénurie dépendrait des syndicats, des employeurs et des pouvoirs publics. Les offres d'emploi pour les migrants non européens devraient également porter sur des postes à temps plein couverts par un accord collectif. LO s'est prononcée en faveur de ces exigences. Le Parti social-démocrate envisage en outre un relèvement du seuil de salaire exigé de 13 000 à environ 27 000 couronnes.

Les positions des autres partis, qui se sont prononcés bien en amont de la campagne électorale, diffèrent sur les deux principaux points envisagés³⁴. Les Modérés souhaitent porter le seuil de salaire exigé à 27 500 couronnes par mois (environ 85 % du salaire moyen suédois) sauf pour les travailleurs saisonniers, et les Chrétiens-Démocrates à 30 000-35 000 couronnes. Ces deux partis veulent également obtenir l'obligation pour les travailleurs étrangers de subvenir financièrement aux besoins des membres de leur famille qui les accompagnent en Suède, ainsi que l'interdiction de la migration de travail pour les assistants personnels. Les Démocrates de Suède retiennent un niveau de salaire plus élevé (35 000 couronnes) mais aussi l'*arbetsmarknadsprövning* en dessous de ce seuil. Le Parti du Centre s'oppose à la fois à l'*arbetsmarknadsprövning* et à l'exigence d'un salaire minimum. Les Verts refusent de soumettre l'accès au permis de travail à l'existence de pénuries mais pourraient accepter un seuil de salaire.

33. La Suède a accueilli des flux d'immigration importants entre 2000 et 2016 (près de 1 530 000 autorisations de séjour ont été accordées) et deux tiers des sommes versées au titre de l'aide économique le sont à des ménages nés hors de Suède (Jolivet, 2018).

34. « What do we know about Sweden's new work permit bill? », *The Local*, November 25, 2022. La réflexion des partis politiques sur de nouvelles règles en matière de migration est en cours depuis 2016.

Quant au Parti de gauche, il valide le critère de pénuries mais refuse le seuil de salaire minimum.

Le projet de loi « Des conditions de ressources plus élevées pour les travailleurs immigrés » (Ett höjt försörjningskrav för arbetskraftsinvandrare), initié par le gouvernement précédent³⁵, a été adopté par le Parlement le 30 novembre à une écrasante majorité. Il autorise le gouvernement à fixer un niveau de revenu supérieur aux 13 000 couronnes actuelles pour les travailleurs hors Union européenne, pays nordiques et Suisse. Les trois partis au gouvernement et les Démocrates de Suède se sont entendus dans l'accord de Tidö sur un salaire minimum au salaire médian, soit environ 33 000 couronnes. Le projet de loi fait l'objet de vives critiques, en particulier par la Confédération Almega qui représente les entreprises du secteur des services³⁶.

Conclusion

Si l'inflation se maintient au rythme annuel de 9 à 10 %, la Banque centrale de Suède poursuivra le relèvement de son principal taux directeur. Une nouvelle hausse est prévue début 2023 pour se situer juste au-dessous de 3 %. L'objectif est de ralentir la progression de l'inflation pour revenir à la cible de 2 %. Cependant, cette hausse des taux d'intérêt affecte déjà la construction de logements neufs dans le cadre d'un marché du logement très contraint et accentue la perte de pouvoir d'achat de nombreux

ménages qui ont contracté des prêts immobiliers à taux variable.

Il existe une incertitude sur les mesures économiques que prendra le gouvernement issu des élections législatives du 11 septembre 2022. Le projet de budget pour 2023 présenté au Parlement le 8 novembre se fixe comme objectif la réduction du déficit public et de la dette. Les baisses d'impôt promises pendant la campagne électorale sont limitées à des baisses de taxes sur les carburants et à des réductions d'impôt pour les retraités³⁷. Une partie de la réponse à la hausse des prix de l'énergie dépend aussi des décisions de l'Union européenne sur le niveau minimal des taxes sur les carburants et sur la fixation des prix de l'électricité.

Une autre incertitude tient aux choix des employeurs en matière de rémunération et au contenu des revendications syndicales en 2023. Le recul des salaires réels en 2022 devrait entraîner un durcissement des négociations salariales qui s'enclencheront à partir de mars 2023, *a fortiori* si l'inflation reste forte. La question des salaires est aussi très sensible pour attirer des candidats dans des secteurs où les besoins de main-d'œuvre sont importants et non satisfaits. Le projet du gouvernement Kristersson de réduire les permis de travail pour les étrangers pourrait aggraver les pénuries de main-d'œuvre dans de très nombreux secteurs. Les nouvelles dispositions visant à favoriser la formation notamment en direction des nouveaux emplois ou des emplois en tension

35. Les conclusions de la juge Linder ont été discutées par la Commission des Affaires sociales du Parlement. Le gouvernement Andersson a présenté le projet de loi le 6 septembre, juste avant les élections législatives.

36. « Höj inte inkomstgolvet för arbetskraftsinvandrare » (N'augmentez pas le seuil de revenu des travailleurs immigrés), *Dagens Nyheter*, 31 oktober 2022.

37. Ce qui suscite de vifs mécontentements, A.-F. Hivert, « En Suède, la droite et l'extrême droite accusées de "trahir" leurs promesses de campagne », *Le Monde*, 24 novembre 2022.

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

ne permettront pas une réponse rapide aux tensions observées sur le marché du travail.

Enfin, les mesures mises en place pour réduire le coût de l'énergie ont été examinées aussi à l'aune de leur cohérence avec la politique énergétique de long terme de la Suède et la réduction des émissions de CO₂.

Le nouveau gouvernement Kristersson annonce un revirement de cette politique avec le choix de développer à nouveau des infrastructures nucléaires et la mise entre parenthèses de la pénalisation des carburants fossiles.

Achévé de rédiger le 6 décembre 2022

Sources :

- Arbetsförmedlingen (2021), *Labour Market Outlook Autumn 2021 – Summary. Outlook for the Labour Market 2021-2023*, December, <https://bit.ly/3ukzO7G>.
- Březovská R., Zachmann G., Sgaravatti G., Pellerin-Carlin T., Nguyen P.-V., Leuser L., Thalberg K., Panzeri D., Galindo J. (2022), « United in diversity? National responses to the European energy crisis », *Briefing Paper*, n° 05, *Climate Paper*, n° 16, May, <https://bit.ly/3B0oRw9>.
- Eurofound (2022a), « Financial support for agricultural (pigs, poultry, green-houses) companies, measure SE-2022-27/2373 (measures in Sweden) », EU PolicyWatch, Dublin, <https://bit.ly/3Y5nW7h>.
- Eurofound (2022b), « EU PolicyWatch, Database of national-level policy measures », <https://static.eurofound.europa.eu/covid19db/database.html>.
- Jolivet A. (2018), « Suède : un filet de sécurité sous pression », n° spécial, « Protection des bénéficiaires des revenus minima garantis : débats et réformes », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 164, décembre, p. 130-145, <https://bit.ly/3Us4P4m>.
- Konjunkturinstitutet (2022), *The Swedish Economy*, National Institute of Economic Research, September, <https://bit.ly/3udazEq>.
- LO (2022), *Ekonomiska utsikter. Fel läge att strama åt*, Ekonomisk Politik våren 2022, <https://bit.ly/3GZmoFS>.
- Medlingsinstitutet (2021a), *Ekonomi och lönebildning under pandemin. En internationell utblick*, <https://bit.ly/3Uodkxx>.
- Medlingsinstitutet (2021b), *Avtalsrörelsen och lönebildningen 2020*, Medlingsinstitutets årsrapport, https://www.mi.se/app/uploads/AR20_bok_ori_skm.pdf.
- Medlingsinstitutet (2022), *Löneutvecklingen i Sverige till och med september 2022*, <https://bit.ly/3iu0GPY>.
- Meyer T. (2017), « La Suède et la coopération énergétique baltique : discours partisans et représentations concurrentes », Dossier, « La mer Baltique comme zone-frontière : perspectives environnementales, géopolitiques, culturelles », *Nordiques*, n° 34, p. 61-78, <https://doi.org/10.4000/nordiques.1734>.

Suède

Des mesures essentiellement budgétaires pour compenser la hausse du coût de l'énergie et la baisse historique des salaires réels

- OECD (2021), *OECD Economic Surveys: Sweden 2021*, Paris, OECD Publishing, <https://doi.org/10.1787/f61d0a54-en>.
- Rudling P. (2022), « The reasons for the high electricity prices in Sweden and Europe », *Energy Education*, May 21, <https://bit.ly/3is0bWX>.
- Sgaravatti G., Tagliapietra S., Zachmann G. (2022), *National Fiscal Policy Responses to the Energy Crisis*, Bruegel, <https://bit.ly/3DCH2rU>.
- Swedish Energy Agency (2021), *Energy in Sweden 2021. An overview*, <https://bit.ly/3VloNis>.